



CONFERENCE
INTERNATIONALE

sur
**Les forêts
pour la sécurité
alimentaire
et la nutrition**

13-15 | FAO
MAI 2013 | ROME

Les forêts et les arbres sont essentiels à la sécurité alimentaire et à la nutrition mondiales

Résumé de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Siège de la FAO, Rome, Italie, 13–15 mai 2013





Les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

La Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en partenariat avec Biodiversity International, le Centre pour la recherche forestière internationale, le Centre mondial d'agroforesterie et la Banque mondiale.¹ À cette réunion technique ont assisté plus de 400 participants, y compris des experts nationaux, des organisations de la société civile, des communautés autochtones et d'autres communautés locales, des bailleurs de fonds et des organisations internationales appartenant à plus de 100 pays, qui ont soulevé un large éventail de questions importantes dont un grand nombre est résumé ci-dessous.

Ce résumé et les recommandations qu'il contient ont été élaborés par les organisateurs de la conférence et ne représentent pas nécessairement la position des États membres de la FAO.

¹ La Conférence a été parrainée par le DFID, le Ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs, le Ministère norvégien de l'agriculture et de l'alimentation, le Service des forêts des États-Unis, le Centre mondial d'agroforesterie et la Banque mondiale.



Messages clés

- Le rôle des forêts et des arbres hors forêt² dans la lutte contre la faim exige beaucoup plus d'attention et devrait être intégré dans les stratégies pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
- La sécurité alimentaire est ancrée dans la diversité – en termes de biotes, de paysages, de cultures, de régimes alimentaires, d'unités de production et de gestion. Les forêts et les arbres sont indispensables pour maintenir cette diversité.
- Les services écosystémiques fournis par les forêts et les arbres offrent des contributions essentielles aux communautés tributaires des forêts et à l'agriculture, notamment en protégeant le sol et les eaux, en maintenant la fertilité du sol, en régularisant le climat et en fournissant un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.
- Les aliments forestiers et les produits arboricoles ont été des éléments importants des régimes alimentaires ruraux pendant des millénaires et assurent aujourd'hui une nutrition essentielle à des millions de personnes. Plus du tiers des populations mondiales dépendent du bois de feu pour cuisiner.
- Les forêts et les arbres hors forêt et la gestion durable de ces ressources jouent un rôle crucial en assurant la résilience des systèmes de production alimentaire face au changement climatique et à l'instabilité économique, sociale et politique. Les sources de revenu basées sur les forêts et les arbres peuvent contribuer à assurer la résilience.
- Il est possible d'utiliser davantage d'espèces forestières, notamment de végétaux et d'insectes, pour une production alimentaire à grande échelle. Toutefois, la déforestation et la dégradation des forêts risquent d'entraîner la perte d'un grand nombre de ces espèces.
- La cause principale de perte du couvert forestier est l'expansion de l'agriculture, mais des possibilités existent d'augmenter la production agricole et de protéger les forêts, y compris grâce à la restauration des terres forestières dégradées, l'utilisation accrue des arbres en agriculture et en adaptant dans ce sens les politiques et les cadres institutionnels.
- Des régimes fonciers et forestiers sécurisés et un accès plus équitable aux ressources pour les communautés locales et les femmes encourageront des approches durables axées sur la forêt et les arbres de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Il importe de recueillir, documenter et mieux utiliser les savoirs traditionnels, et de les associer aux connaissances scientifiques pour renforcer le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Les femmes ont souvent des connaissances spécialisées sur les forêts et les arbres en termes de diversité spécifique, d'utilisations pour divers objectifs, ainsi que de pratiques de conservation et de gestion durable, mais leur rôle pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés forestières est sous-estimé.
- Il importe de renforcer la collaboration aux niveaux national et international pour améliorer la collecte de données et la communication, le rapportage et la surveillance concernant les contributions des produits forestiers non ligneux, des services écosystémiques forestiers et d'autres aspects liés aux forêts et aux arbres de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- La formation en matière d'entreprises forestières durables peut aider les communautés dépendantes des forêts, notamment les femmes et les jeunes, non seulement à acquérir un accès à des chaînes de valeur justes comme celles appliquées dans le commerce équitable, améliorant par là même leur sécurité alimentaire et leur nutrition, mais aussi à tirer parti de leurs savoirs traditionnels.
- Les gouvernements, la société civile, les peuples autochtones, les organisations bilatérales et multilatérales d'aide au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes sont invités à renforcer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition par le biais d'un grand nombre de mesures réalisables comme celles indiquées dans le texte du résumé.

² Dans ce résumé, le terme « arbres hors forêt » embrasse les systèmes agroforestiers, les autres arbres dans les exploitations et les arbres dans les paysages ruraux non boisés.



Les avantages des forêts, des arbres hors forêt et de l'agroforesterie

Dans le monde entier, des millions de personnes dépendent des forêts et des arbres hors forêt pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition – soit directement grâce à la consommation et la vente d'aliments récoltés dans les forêts et les arbres hors forêt soit indirectement par le biais des emplois forestiers, des services écosystémiques forestiers et de la biodiversité forestière.

Les aliments forestiers et les produits arboricoles comme les feuilles, les graines, les noix, le miel, les fruits, les champignons, les insectes et le gibier ont constitué d'importantes composantes des régimes alimentaires ruraux pendant des millénaires. La vaste gamme de plantes médicinales trouvées dans les forêts contribue à la santé et au bien-être des populations tributaires des forêts, et est à la base de nombreux produits pharmaceutiques fabriqués désormais dans le monde entier. Les forêts et les arbres hors forêt sont d'importantes sources de fourrage pour le bétail, en particulier dans les zones arides. La diversité génétique présente dans les forêts naturelles offre d'énormes possibilités pour la découverte, le développement et l'amélioration de nouvelles sources d'aliments et de médicaments.

Il y a un potentiel important d'utiliser davantage d'espèces forestières, y compris les plantes et les insectes, pour une production alimentaire à grande échelle. Nombre d'aliments forestiers et de produits arboricoles ont une valeur nutritionnelle extrêmement élevée.

Les services écosystémiques fournis par les forêts et les arbres hors forêt offrent des contributions essentielles à la production agricole et aux communautés forestières, en protégeant, par exemple, les ressources en eau et en sols, en contribuant aux processus de mise en valeur des sols, en renforçant leur fertilité, en régularisant le climat et en fournissant un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.

Les terres humides forestières et les forêts de mangrove aident à protéger les zones côtières contre les inondations, augmentant ainsi la stabilité de la production alimentaire dans les zones côtières. Les forêts jouent aussi un rôle crucial dans les pêches riveraines et côtières qui sont souvent particulièrement fondamentales pour les communautés pauvres. Les forêts de montagne fournissent des services écosystémiques essentiels, notamment de l'eau d'une qualité élevée pour les communautés situées en aval et leurs activités agricoles.

Les forêts et les arbres hors forêt sont des sources d'aliments et de revenus importantes, pour les populations pauvres et les femmes en particulier, et pourraient s'avérer indispensables en des moments de crise économique, politique et écologique. La présence des forêts et des arbres hors forêt augmente la résilience des écosystèmes et la capacité des populations à satisfaire leurs besoins nutritionnels.

Il est estimé que 2,6 milliards environ de personnes dépendent du bois de feu, y compris le charbon de bois, pour la cuisson des aliments. L'utilisation du bois comme source d'énergie est vitale pour les économies locales et pour maximiser l'appétibilité et la valeur nutritionnelle des aliments qui doivent être cuisinés.

Une large gamme de systèmes agroforestiers, y compris les systèmes agrosylvopastoraux, est disponible pour soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, grâce à la fourniture directe d'aliments, à l'augmentation des revenus des agriculteurs, à la fourniture de combustible pour cuisiner, à l'amélioration des sols et de la productivité agricole, et par l'apport d'autres services écosystémiques.

Les peuples autochtones et les autres communautés locales détiennent une richesse immense de savoirs traditionnels sur la culture, la récolte et la préparation des aliments forestiers et arboricoles et sur la gestion durable des terres. Les paysages forêt-agriculture traditionnels ont tendance à avoir une forte résilience face aux perturbations environnementales et sociales.



Principaux défis et goulets d'étranglement

Les nombreuses contributions des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition ne sont normalement guère reflétées dans les stratégies nationales pour le développement, l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En outre, il manque souvent les financements à long terme nécessaires pour assurer le succès des projets de promotion de la gestion durable des forêts et de l'agroforesterie. De nombreuses stratégies de planification de l'utilisation des terres, souvent élaborées sans la participation des populations concernées, et les investissements pour une agriculture à grande échelle ont appauvri les petits agriculteurs en les excluant des chaînes de valeur naissantes, créant sans le vouloir une concurrence pour les ressources, et limitant leur capacité à s'adapter aux risques climatiques, aux ravageurs et à l'incertitude de la demande des marchés. À l'échelle mondiale, l'agriculture est la cause principale de la perte de forêts.

Dans de nombreux endroits, les aliments forestiers et les produits des arbres sont surexploités, et la surexploitation de la viande de brousse, par exemple, est une question sérieuse dans certaines forêts d'Afrique. La faible application des mesures liées à l'utilisation des terres associée, par exemple, à une exploitation forestière et minière et une agriculture non viables, peut exercer des effets cumulés qui appauvrissent la terre et les communautés locales. La dégradation des terres et des forêts contribue à l'insécurité alimentaire et provoque des taux accrus de mortalité juvénile. À mesure que les populations perdent leur sécurité alimentaire, leur capacité à innover est entravée, ce qui accroît ensuite leur insécurité alimentaire. Ceux qui en souffrent sont les plus susceptibles d'exploiter et d'épuiser les ressources naturelles de façon non viable.

Si la technologie est inefficace, l'emploi du bois pour la cuisson des aliments peut causer de graves problèmes de santé dus à la pollution de l'air dans les habitations, et peut déterminer aussi d'importantes émissions de gaz à effet de serre. En l'absence de systèmes corrects de gestion et de distribution, le ramassage du bois de feu peut être une tâche excessivement pénible pour les femmes et les enfants, mais elle est aussi une importante source de revenu. Dans certaines zones, la récolte de bois à des fins énergétiques est un facteur significatif de dégradation des forêts.

Les pratiques agricoles devraient tenir compte des piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. Les coûts environnementaux des pratiques agricoles sont souvent ignorés. Conjugué à des subventions non équilibrées, cette situation peut rendre l'agriculture plus rentable que la gestion durable des forêts et des systèmes agroforestiers mais risque aussi d'encourager des pratiques agricoles inadaptées.

La recherche sur la biodiversité forestière manque souvent, ce qui pourrait nuire à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En outre, les savoirs traditionnels sur les aliments forestiers risquent de se perdre ou d'être exploités par des intervenants extérieurs qui tirent de ces connaissances la majeure partie des avantages commerciaux. Les savoirs traditionnels locaux sont souvent ignorés dans les approches conventionnelles de la planification, du développement et de la gestion de l'utilisation des terres, ce qui tend à réduire la biodiversité et conduit à une perte équivalente de la résilience.

Font aussi défaut, les connaissances et les données servant à soutenir l'élaboration efficace des politiques concernant, entre autres : le rôle des produits forestiers non ligneux (PFNL), les ressources en faune sauvage et les services écosystémiques forestiers en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et la concrétisation du droit à l'alimentation ; la main-d'œuvre et l'emploi décent dans le secteur forestier, notamment dans le sous-secteur des PFNL ; le rôle des forêts et des arbres dans la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines ; les forêts de montagne et leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition ; et la situation socioéconomique des populations tributaires des forêts. En outre, il n'existe pas de cadre convenu au plan international pour orienter la collecte, le rapportage et la diffusion des données sur l'utilisation et le commerce des PFNL, de la faune sauvage et des services écosystémiques forestiers intéressant la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les femmes ont souvent des connaissances spécialisées sur les forêts et les arbres au plan de leur diversité spécifique, de leur gestion et de leur utilisation pour divers objectifs et sur les pratiques de conservation et de gestion. Par rapport aux hommes, le savoir des femmes tend à être lié plus directement à la consommation alimentaire et à la santé de la famille, ce qui est particulièrement important pendant les crises alimentaires. Toutefois, le rôle des femmes dans les chaînes de valeur forestières est rarement appuyé par les décideurs et les fournisseurs de services.



Options stratégiques, innovations pratiques et opportunités émergentes

Les gains économiques, sociaux et environnementaux potentiels procurés par un régime foncier sûr sont considérables et peuvent déterminer des améliorations fondamentales dans la gestion des terres. L'adoption récente des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, associées aux Directives volontaires à l'appui de la concrétisation du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, fournit une base pour l'accomplissement de progrès dans ce domaine.

La gestion durable des forêts est un concept large et évolutif visant à assurer l'utilisation durable et la conservation des forêts, tout en procurant des avantages aux populations locales, y compris le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Une approche axée sur le paysage de la gestion des ressources naturelles, qui tient compte des piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, contribue à assurer la gestion durable des forêts et des arbres hors forêt dans un contexte élargi. Une telle approche systématique, qui a une forte base écologique, peut accroître la capacité des populations à produire, récolter et acheter des aliments face aux chocs et aux stress environnementaux, sociaux et économiques. Cet accent mis sur la résilience est fondamental pour l'atteinte à long terme de la sécurité alimentaire. La participation active de toutes les parties prenantes, y compris les groupes marginalisés économiquement et socialement exclus, à la gestion des terres, au partage des avantages et à la prise de décisions est cruciale.

Des politiques qui renforcent les droits d'utilisation des terres, des forêts et des arbres pourraient créer des incitations importantes pour les petits agriculteurs à adopter des systèmes agroforestiers et assurer la reconnaissance de cette dernière comme une importante option d'investissement. Les fonds d'investissement qui appuient les initiatives agroforestières des petits agriculteurs en matière de commercialisation de leurs produits et de services écosystémiques, y compris par le biais d'initiatives de commerce équitable, donnent des résultats prometteurs tant pour les investisseurs que pour les producteurs. Il a été démontré que les prêts de microcrédit aux petites et moyennes entreprises forestières déterminent une hausse des revenus familiaux en zone rurale et des améliorations de la santé, de la nutrition et de la qualité de vie, notamment lorsque ces microcrédits sont destinés aux femmes. Dans de nombreux cas, les associations de producteurs destinées à satisfaire les besoins des petits agriculteurs et des populations marginalisées et exclues ont eu un impact marqué sur le renforcement des moyens d'existence. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale élabore des principes pour des investissements agricoles responsables dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Les initiatives du programme REDD+ peuvent aider à reconnaître les droits sur les forêts des peuples autochtones et d'autres communautés locales, bien que le revenu dégagé de telles initiatives ne s'est pas encore avéré suffisant pour soutenir les forêts financièrement. Les initiatives visant à promouvoir le développement durable et la sécurité alimentaire et la nutrition, grâce à la gestion durable des forêts et à l'introduction d'arbres et d'arbustes, et en appuyant la régénération naturelle dans les exploitations, sont également prometteuses. Dans de nombreux pays, les programmes de partage plus équitable des revenus forestiers améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des pauvres.

L'emploi décent dans le secteur forestier est fondamental pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des individus qui tirent des forêts leurs moyens d'existence. Une approche durable pourrait envisager la multiplication des emplois plus spécialisés dans le secteur forestier et l'amélioration de ceux existants, afin d'augmenter le revenu et la productivité et de rendre les conditions de travail plus sûres et plus stables. Cela aidera à améliorer la disponibilité d'aliments, leur accès et leur consommation en termes de calories, et à accroître la qualité des aliments en termes de variété, de diversité, de teneur nutritive et d'hygiène. Les petites et moyennes entreprises forestières et la gestion communautaire des forêts ont d'énormes possibilités de fournir des emplois aux communautés forestières et peuvent jouer un rôle très important pour les femmes.

Des institutions rurales vigoureuses peuvent aider à assurer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition des communautés rurales. L'engagement des



Les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

gouvernements et leur capacité à traiter ouvertement avec les communautés rurales sont indispensables.



Recommandations

Les gouvernements, la société civile, les peuples autochtones, les organisations bilatérales et multilatérales d'aide au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes sont invités à renforcer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'aide des mesures suivantes.

1. Participer à d'amples partenariats pour promouvoir l'utilisation durable des forêts et des arbres hors forêt par les communautés rurales afin de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
2. Améliorer les conditions qui relèguent actuellement les populations tributaires des forêts dans des emplois de faible niveau et basse productivité.
3. Fournir un accès aux ressources pour les peuples autochtones et les autres communautés locales ainsi que pour les populations marginalisées, en appliquant, par exemple, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
4. Créer, le cas échéant, et renforcer les institutions communautaires rurales et amplifier le dialogue social et la représentation dans le but, notamment, d'améliorer l'accès aux connaissances, au crédit, aux marchés, à des prix améliorés et aux technologies pour les populations locales et leur participation équitable à la prise de décisions, et de reconnaître les droits, rôles et responsabilités des communautés en tant que gardiens et bénéficiaires des forêts et des ressources en faune sauvage.
5. Éliminer toutes les formes de discrimination dans le secteur forestier et promouvoir des opportunités égales pour les jeunes, les femmes et les hommes et la protection des droits des peuples autochtones et d'autres communautés locales, y compris le droit à un consentement libre, préalable et éclairé et les droits sur le territoire.
6. Réviser toutes les lois, les politiques et les mesures afin qu'elles soutiennent les droits liés à l'alimentation établis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels et les autres traités et documents pertinents afin, notamment, qu'elles : ne violent pas le droit à l'alimentation ; protègent les citoyens contre de telles violations ; fournissent des mécanismes pour garantir que les communautés tributaires des forêts, marginalisées et exclues, aient accès à la justice si de telles violations sont commises ; et fournir des possibilités concrètes de permettre aux communautés de s'autoalimenter, y compris grâce à l'utilisation des forêts et des arbres.
7. Protéger les forêts et identifier les moyens d'étendre la production agricole sans perte ou dégradation des forêts, comme par la restauration des terres forestières dégradées et l'utilisation accrue des arbres hors forêt pour intensifier la productivité agricole.
8. Adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin que les politiques sectorielles pertinentes, y compris celles sur l'agriculture, les forêts, les arbres, la faune sauvage et la sécurité alimentaire et la nutrition, aient des objectifs, des buts et des calendriers bien définis pour leur mise en oeuvre et soient coordonnées au plan intersectoriel, et que toutes les parties prenantes, des communautés tributaires des forêts à tous les ministères compétents, participent activement à leur formulation, leur application et leur surveillance.
9. Encourager la planification dans l'espace de l'utilisation des terres, en tenant compte des nombreux rôles des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
10. Encourager la coopération intersectorielle pour promouvoir la gestion durable des forêts et des arbres hors forêt à l'échelle du paysage, inclure les forêts et les arbres hors forêt dans les stratégies visant la résilience et identifier les leçons tirées de la gestion durable des forêts qui pourraient être appliquées pour réaliser la durabilité à l'échelle du paysage.
11. Soutenir la gestion durable de la faune sauvage comme source d'aliments, à l'aide d'une combinaison de connaissances scientifiques, techniques et traditionnelles, équilibrant les valeurs économiques, sociales et environnementales de la faune sauvage pour les générations présentes et futures.



Les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

12. Multiplier les opportunités d'emplois verts, améliorer les conditions pour les travailleurs forestiers, notamment les plus vulnérables, et intégrer des objectifs d'emploi décent dans les politiques et programmes relatifs aux forêts et aux autres ressources naturelles.
13. Encourager la création de marchés pour les services écosystémiques forestiers, comme la fourniture d'eau potable et d'autres mécanismes de financement novateurs, afin de soutenir le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
14. Promouvoir les investissements à long terme pour les forêts et les arbres hors forêt afin de créer la résilience de manière à ce que l'aide alimentaire soit moins nécessaire.
15. Former le personnel des institutions en matière de parité, faire participer les femmes aux activités de surveillance, notification et vérification, élaborer une feuille de route intersectorielle mondiale sensible aux questions de parité pour les forêts et les arbres hors forêt.
16. Faire un meilleur usage des connaissances traditionnelles relatives à la gestion des ressources naturelles et travailler avec les parties prenantes locales pour améliorer la gestion des aliments forestiers sauvages afin d'assurer leur durabilité.
17. Renforcer l'efficacité des systèmes de cuisson à base de biomasse grâce à des approches intégrées qui tiennent compte aussi bien de la chaîne de production du bois de feu que de celle de sa conversion.
18. Appuyer le développement des compétences en matière d'entreprise, de finance et de planification des petits producteurs forestiers pour encourager leur participation à des activités commerciales dans les domaines de l'agroforesterie, de l'arboriculture, des PFNL, de la transformation du bois à petite échelle, et de la fourniture de services écosystémiques, et maximiser les rémunérations obtenues de ces activités.
19. Appuyer la création d'associations de producteurs pour faciliter leur accès aux marchés et leur permettre de tirer des avantages équitables des forêts, y compris grâce à la valeur ajoutée locale.
20. Collaborer avec les institutions au niveau national et international pour améliorer la collecte, la communication et la surveillance des données en matière de PFNL, de services écosystémiques forestiers, de faune sauvage forestière et d'autres aspects forestiers de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
21. Encourager la recherche qui appuie l'utilisation durable d'espèces végétales forestières sauvages, ainsi que des insectes et d'autres animaux, pour améliorer les rendements et augmenter la viabilité de la production alimentaire.
22. Établir des plateformes transparentes et inclusives pour la diffusion et l'échange des connaissances et des expériences et sensibiliser l'opinion publique à l'importance des PFNL et des services écosystémiques forestiers, à la situation socioéconomique des populations tributaires des forêts, et au rôle des forêts et des arbres dans la sécurité alimentaire et la nutrition, en mettant fortement l'accent sur la fiabilité des données.
23. Créer des incitations pour renforcer la collaboration entre les disciplines scientifiques, les secteurs du gouvernement et les institutions rurales afin de synthétiser les données scientifiques et les savoirs traditionnels sur le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
24. Appuyer les efforts et les investissements visant à communiquer des connaissances sur le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition de façon accessible et convaincante aux parties prenantes clés, y compris la société civile, les institutions rurales, les scientifiques et les décideurs.
25. Reconnaître et célébrer la valeur culturelle, les liens affectifs et l'attraction des aliments forestiers et des produits arboricoles pour les communautés rurales et urbaines, afin de renforcer la volonté et le soutien politiques aux pratiques et politiques qui appuient la gestion durable de ces ressources et leurs contributions à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
26. Élaborer des indicateurs, outils et méthodes de collecte des données pour la sécurité alimentaire et la nutrition qui incorporent les forêts et les arbres hors forêt et les intérêts des femmes et des jeunes, et créent les capacités nécessaires.



Les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

27. Créer des mécanismes de sauvegarde pour assurer que les impacts de la conversion des forêts et d'autres activités comme l'exploitation minière sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont pleinement pris en compte.

Les participants à la conférence ont encouragé toutes les parties prenantes à utiliser ce résumé pour intensifier la sensibilisation au rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils ont en outre encouragé le Département des forêts de la FAO à présenter ce résumé au Comité de la sécurité alimentaire mondiale et au Comité des forêts, ainsi qu'à d'autres forums importants, y compris la deuxième Conférence internationale sur la nutrition qui se tiendra au siège de la FAO à Rome du 19 au 21 novembre 2014.